

Empowerment : de quel pouvoir parle-t-on ?

Autor(en): **Falquet, Jules**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[91] (2003)**

Heft 1473

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282563>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Empowerment: de quel pouvoir parle-t-on?

La déclaration de Pékin, dans son épigraphe 13, présente l'*empowerment* des femmes comme une stratégie-clé du développement : « L'*empowerment* des femmes et leur pleine participation dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, incluant la participation aux processus de décision et l'accès au pouvoir, sont fondamentaux pour l'obtention de l'égalité, du développement et de la paix ». Cependant, ce terme d'*empowerment* (prendre/recevoir/gagner du pouvoir) est utilisé d'une manière si large qu'il perd souvent tout sens. Il n'existe d'ailleurs pas de consensus clair autour de sa signification.

JULES FALQUET

On peut trouver les premières références à l'*empowerment* dans le radicalisme Noir nord-américain des années soixante et dans le travail communautaire de « conscientisation » inspiré notamment par Paolo Freire au Brésil puis dans de nombreux pays du Sud. Dans la foulée du « féminisme des secteurs populaires » latino-américain et caribéen, cette notion a été reprise par « glissement » par un certain nombre d'ONGs et de réseaux. Selon une de ses promotrices fameuses, Naila Kabeer, l'*empowerment* reflète la capacité et la volonté des exclu-e-s de définir les priorités du développement « à la base » (Kabeer, 1994).

Dans son acception actuelle, l'*empowerment* prend à rebrousse-poil les analyses qui présentent les femmes en situation de « non-pouvoir » - jugées trop statiques et victimistes -, pour focaliser l'attention sur des luttes de résistance, de subversion et de transformation progressive de cette situation. Concrètement, l'*empowerment* des femmes devrait avoir lieu en leur permettant un meilleur contrôle sur les ressources matérielles et non-matérielles, tout en élevant leur « estime d'elles-mêmes » (Moser, 1989), pour leur permettre d'exercer un plus grand « pouvoir-capacité ».

Cependant, on peut voir clairement les deux principaux obstacles auxquels cette démarche ne peut manquer de se heurter : d'abord la notion de pouvoir sur laquelle elle repose, ensuite plus prosaïquement, la question des ressources matérielles.

En effet, la notion d'*empowerment* balaie la notion wébérienne du pouvoir comme un « jeu à somme nulle » pour une notion plus foucaldienne du pouvoir comme un « jeu à somme positive » (López Méndez, 2000). Que certaines féministes suivent cette piste indique à la fois l'influence croissante du discours post-moderniste et un fond de naturalisme qui veut que les femmes ne puissent faire qu'un « bon usage » du pouvoir, au lieu d'adopter une stratégie plus agressive qui consisterait soit à chercher à renverser les termes du système patriarcal, soit à le détruire purement et simplement. Du côté matériel ensuite, il semble difficile que les femmes puissent obtenir une « plus grande part » des ressources et des richesses « toutes choses égales par ailleurs ». Les fortes résistances de nombreux hommes en sont le meilleur indice : s'ils n'avaient que leurs chaînes à perdre, comment expliquer qu'ils n'aient pas encore cédé la moitié du pouvoir et des richesses aux femmes ?

C'est pourquoi l'*empowerment* tel qu'il est préconisé



ressemble moins à une prise de pouvoir collective par les femmes, une notion de plus en plus présentée comme obsolète, comme le rappelle Wendy James (James, 1999), qu'à un octroi, d'en haut, de certaines parcelles de pouvoir. Les indicateurs de cet *empowerment*, tels que mesurés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le montrent bien. En effet, son Indice de « potentiation du genre » (IPG), mesure deux et seulement deux données, particulièrement contestables : la proportion de femmes parlementaires et la proportion de femmes « professionnelles » et techniciennes. La première réduit précisément le pouvoir à sa plus « simple » expression, tout en légitimant celle-ci et en écartant toute mesure de pouvoirs plus quotidiens ou situés dans d'autres sphères (syndicat, association, foyer...). La deuxième présente encore plus de défauts. D'abord, elle néglige complètement les différences de salaires et de statut qui existent entre femmes et hommes, même dans d'équivalentes professions « prestigieuses ». Ensuite, elle postule que l'obtention d'un meilleur revenu est suffisante pour obtenir plus de pouvoir. Enfin, elle mesure des avancées purement individuelles.

Une notion individualiste et psychologisante

Le caractère très individualiste de l'*empowerment* tel qu'il est majoritairement pratiqué à l'heure actuelle constitue une autre limitation, très importante, de cette stratégie. Sans entrer dans les détails, que nous avons abordés à travers l'exemple des groupes de femmes au Salvador, signalons qu'elle repose généralement sur une notion d'autonomie individualiste qui pose problème. En effet, on est loin désormais des « groupes de prise de conscience » issus du mouvement des femmes, qui allaient dans le sens d'une analyse collective de l'oppression et de l'exploitation des femmes. On se trouve plutôt dans une dynamique psychologisante qui lie identité et pouvoir dans un travail individuel d'élévation de « l'estime de soi » (Falquet, 1997).

Ainsi, même s'il peut être « tiré » dans des sens plus ou moins transformateurs, l'*empowerment* des femmes tel qu'il est préconisé depuis Pékin semble plutôt s'orienter vers des stratégies individualistes de la part des femmes, et top-down de la part des institutions internationales, qui n'envisagent pas de perdre le contrôle in fine de cette dynamique (Madrigal & al., 2000). »